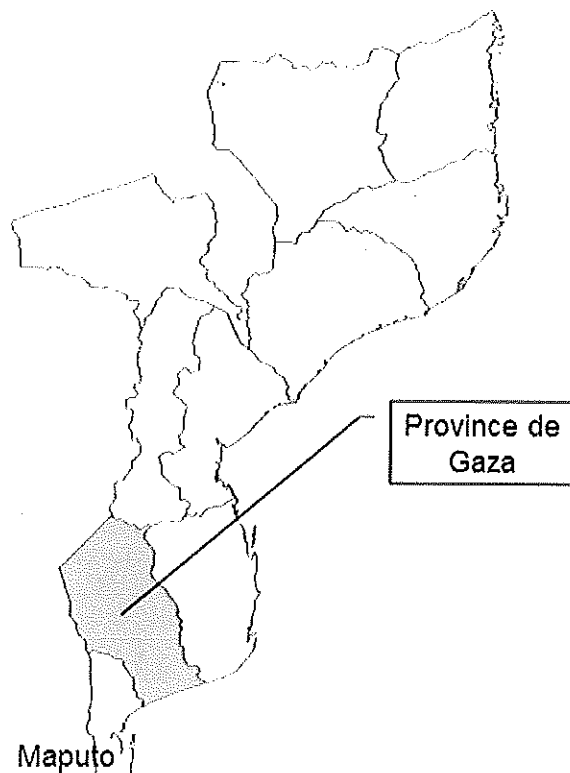


CTB



RAPPORT DES RÉSULTATS 2014

WATER SUPPLY AND MANAGEMENT
CONTRIBUTING TO FOOD SECURITY IN
GAZA PROVINCE – MOZAMBIQUE
MOZ1102411



ACRONYMES.....	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES).....	5
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	6
1.3.1 <i>Pertinence</i>	6
1.3.1 <i>Efficiéce</i>	6
1.3.2 <i>Efficacité</i>	6
1.3.3 <i>Durabilité potentielle</i>	7
1.4 CONCLUSIONS.....	7
2 MONITORING DES RESULTATS.....	8
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	8
2.1.1 <i>Contexte général</i>	8
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	8
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	8
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	8
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	9
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	9
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	10
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	10
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	12
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	12
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	12
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	15
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	15
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	16
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	18
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	18
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	18
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
2.7 THEMES TRANSVERSAUX.....	19
2.7.1 <i>Genre</i>	19
2.7.2 <i>Environnement</i>	19
2.7.3 <i>Autre</i>	19
2.8 GESTION DES RISQUES.....	20
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	24

3.1	REORIENTATIONS STRATEGIQUES	24
3.2	RECOMMANDATIONS.....	24
3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	24
4	ANNEXES.....	25
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	25
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	29
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	31
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	31
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y-DATE, LAST 5 YEARS)».....	32
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	34

Acronymes

AEP	Alimentation en Eau Potable
ATi	Assistant Technique international
CS	Convention Spécifique
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
DNA	Direction Nationale de l'EAU
DOPH	Direction des Ouvrages Publics et de l'Habitat
DPOPH	Direction Provinciale des Ouvrages Publics et de l'Habitat
DTF	Dossier Technique et Financier
FSN-Gaza	Fonds de Sécurité Nutritionnel
M&E	Monitoring et évaluation
MOPH	Ministère des Ouvrages Publics et de l'Habitat
PESOD	Plan Economique et Social annuel et Budgétaire du District
PRONASAR	Programme National d'Alimentation en Eau et Assainissement
RR	Représentant Résident
SETSAN	Secrétariat Technique pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnel
TAM	Tribunal Administratif de Maputo
SDPI	District Planning and Infrastructures
PEC	Community Education Programme

1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Alimentation en eau et gestion pour contribuer à la sécurité alimentaire dans la Province de Gaza - Mozambique
Code de l'intervention	MOZ 11 024 11
Localisation	Mozambique – Province de Gaza
Budget total	9.000.000 EUROS
Institution partenaire	MOPH - Ministère des Ouvrages Publics et de l'Habitat DNA – Direction Nationale de l'Eau
Date de début de la Convention spécifique	19 juin 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Arrivée ATI le 3 octobre 2013. Comité de Pilotage le 4 décembre 2013
Date prévue de fin d'exécution	Octobre 2018
Date de fin de la Convention spécifique	18 juin 2019
Groupes cibles	Populations rurales et services décentralisés du MOPH
Impact¹	La sécurité alimentaire et la nutrition des ménages vulnérables à dans la Province de Gaza est améliorée
Outcome	L'accès et le contrôle de l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans la province de Gaza est durablement augmentée
Outputs	1. L'accès à l'eau potable et des installations sanitaires est augmenté de façon durable
	2. L'accès aux installations complémentaires d'eau productive est amélioré de façon durable
	3. Les services de la province, du district et au niveau local assument leur responsabilités en matière de planification et de gestion de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement
	4. Les usagers de l'eau et fournisseurs de services gèrent les infrastructures d'eau et d'assainissement d'une manière efficace et durable
Année couverte par le rapport	2014

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
	Années précédentes 2013	Année couverte par le rapport 2014		
Total	9 000 000	Démarrage Otc-13	8 275 975	8%
Output 1	4 465 000	50 340	4 232 720	5,20%
Output 2	1 320 000	0	1 316 964	0,23%
Output 3	1 636 000	0	1 281 620	21,66%
Output 4	667 500	0	664 331	0,47%
Bud. Res	213 500	0	213 500	0,00%
Gen. Me	698 000	37 240	566 840	18,79%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

Les besoins sont criant et les districts concernés ont été délaissés de longues dates à cause des troubles dans le pays et parce que très peu peuplés avec des contraintes techniques (eau saumâtre, aquifères profonds).

1.3.1 Efficience

	Performance
Efficience	C

Le démarrage du projet a été ralenti par les tâches qui n'ont pas pu être prise en charge par la représentation comme le prévoit le guide de démarrage des projets. Cette situation a pu éloigner l'ATI des activités liées aux résultats proprement dit ; L'équipe du projet telle que définie dans le DTF (techniciens inclus) a été complétée en mai 2014 (8 mois après le démarrage) et les 7 véhicules livrés aux districts seulement en août 2014.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Le contexte hydrogéologique, socioéconomique n'est globalement pas favorable dans le Nord de la Province de Gaza. L'atteinte de l'Outcome va dépendre du choix des localités et des options techniques mais aussi d'une nécessaire évolution dans la gestion des infrastructures au niveau des districts. Depuis la fin de l'année 2014, la situation s'est clarifiée et l'équipe du projet mettra tout en œuvre pour atteindre l'Outcome.

1.3.3 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

A la lecture des risques identifiés dans le DTF, le niveau de durabilité est estimé à B. L'intervention a recours à des arrangements ponctuels avec le PRONASAR et les administrateurs des districts pour ce qui concerne le dimensionnement des infrastructures et les modalités de gestion.


1.4 Conclusions

L'année 2014 s'est achevée par une mission de Backstopping, l'occasion de rappeler que dès la formulation du projet, sa faisabilité n'était pas acquise : zone d'action trop grande, très faible densité de population, aquifères profonds et eau salée. Après 15 mois de mise en œuvre, la situation a légèrement évolué mais rien n'est encore acquis ; les défis sont nombreux et jugés suffisamment sérieux pour redoubler d'effort et de vigilance.

Le programme des infrastructures à construire par le projet a été modifié (bouleversé) à plusieurs reprises suite aux visites de terrain pour vérifier précisément leur faisabilité. Ces visites ont démontrées la faiblesse des districts dans leur stratégie de développement dans le secteur de l'eau.

Une liste provisoire, mais cependant réaliste, a été discuté et approuvée par le dernier Comité de Pilotage de décembre 2014. Cette liste établie par l'équipe du projet avec les district est provisoire car la ressource en eau doit être confirmée pour certaines localités.

Ce qui est important de souligner c'est que le Comité de Pilotage a validé le fait que la contribution belge ne sera pas équitable entre les 6 districts. Les investigations menées par l'équipe du projet vont vers une concentration des systèmes d'eau à construire. Il ne s'agit pas de réduire la zone d'intervention du projet mais de concentrer une partie des infrastructures à construire afin de travailler sur la mise en place de modalités de gestion adaptées et durables. C'est le pari difficile mais envisageable que c'est fixé le projet pour atteindre l'Outcome.

Fonctionnaire exécution nationale ²	Fonctionnaire exécution CTB ³
	

² Nom et signature

³ Nom et signature

2 Monitoring des résultats⁴

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

L'année 2014 a été une année électorale importante avec l'élection d'un nouveau Président de la République en octobre 2014 qui sera investie en janvier 2015 avec sans aucun doute un remaniement ministériel à suivre.

2.1.2 Contexte institutionnel

Il n'y a pas eu de changement institutionnel dans la période sous revue.

La coordination avec les autres acteurs du secteur est difficile même avec le fond de sécurité alimentaire appuyer par la Belgique dans la province de Gaza.

La sphère d'influence est très centralisée et reste confinée au niveau nationale et dans le secteur de l'eau c'est à la DNA, sous l'impulsion de la directrice du PRONASAR, que les décisions sont prises, que les choix sont faits.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

La totalité du budget est exécuté en régie belge. Le DTF précise que les taxes sont partie intégrante de la contribution mozambicaine et que le projet bénéficiera de l'exemption ou du paiement par le partenaire des taxes et droits de douanes. L'accord spécifique complète en indiquant que le partenaire payera les taxes et impôts d'importation.

Le projet est inscrit au budget de l'Etat et bénéficie du « Régime Spéciale » accordé par le Ministère des Finances mozambicain. Le partenaire remboursera l'IVA à la CTB après accord du Tribunal Administratif de Maputo (TAM).

Les conséquences de cette modalité impactent déjà la mise en œuvre du projet. A terme, cela pourrait retarder lourdement l'exécution et engager des frais imprévus. A noter que tous les marchés devront être rédigés et/ou traduits en portugais avant d'être soumis au visa du TAM.

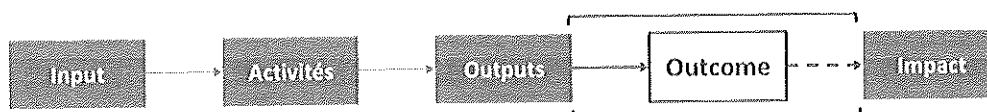
2.1.4 Contexte HARMO

La stratégie est inchangée, elle s'intègre dans le programme PRONASAR qui définit les procédures nationales pour la mise en œuvre des projets d'eau potable et d'assainissement en milieu rural.

⁴ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Sous la houlette du SETSAN, le projet tentera dans la mesure du possible d'apporter sa contribution au programme FSN-Gaza soutenu par la Belgique. C'est deux interventions ne sont plus liées en matière d'exécution et de planification, notion réaffirmée dans le dernier Comité de Pilotage du projet en décembre 2014. Le projet Eau informera le SETSAN de ces projets en matière d'eau potable. Le budget réservé à l'eau productive (1.3M€) pourra être réalloué a des activités d'eau potable.

2.2 Performance de l'Outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

L'équipe de formulation n'a pas chiffrée les progrès à réaliser car initialement les activités étaient intimement liées au programme multilatéral de sécurité alimentaire FNS dans la province de Gaza, programme soutenu par la Belgique. Les modalités ont changées avant le démarrage du projet en 2013. Les deux projets ne sont plus strictement liés même si il fait bon sens d'associer l'activité eau à la sécurité alimentaire.

L'équipe du projet c'était engagé à produire une ligne de base en 2014 conçue autour du de son programme d'actions. Ce programme a été remis en question à la fin de l'année 2014. Très rapidement, l'équipe du projet a été confronté à l'absence de données. La base de données des ouvrages hydrauliques dans la Province de Gaza (SINAS) n'est toujours pas opérationnelle fin 2014.

Se référer aux conclusions du rapport de mission backstopping (nov-14) :

- *Etablir la baseline du projet et le processus de suivi-évaluation en fonction des nouvelles orientations du projet si elles sont validées dans le prochain comité de gestion.*

Les nouvelles orientations ont été validées. La baseline du projet sera préparée avant fin Q2-2015.

Outcome : L'accès et le contrôle de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans la province de Gaza est durablement augmenté					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Quantité d'eau utilisée / jour / personne	Pas de BL	Démarrage oct-13	Pas définie	Pas définie	Pas définie (mesure du % de progression)
% des ménages qui dépensent moins de 60 minutes par jour pour la collecte de l'eau					
% des points d'eau en état de marche optimale					
% De ménages souffrant d'insécurité alimentaire dans les villages					
Les responsabilités en matière de planification, de marchés publics et de gestion sont effectuées par les acteurs locaux et régionaux					
% des points d'eau avec des règles et des règlements de gestion pro-pauvres					
% des points d'eau entretenus et réparés par les communautés					

Dans le cadre logique du DTF, l'évolution des indicateurs est mesuré en pourcentage ce qui suppose de connaître les données au démarrage de la prestation ce qui n'est pas du tout le cas. Les indicateurs devront être choisis en fonction de leur pertinence, de la fiabilité des données disponibles et sans perdre de vue la faisabilité de leur suivi (coûts et moyens humains).

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le projet a démarré en octobre 2013. Les moyens de la représentation de la CTB à Maputo à cette période n'ont pas permis un démarrage comme on le décrit dans le guide de démarrage des projets de la CTB (voir RR 2013).

Le premier semestre de l'année 2014 a été consacré au recrutement des ressources humaines et à l'acquisition des moyens techniques prévus au DTF.

Dès le début du second semestre, en juillet 2014, un programme d'activités a été élaboré avec les 6 districts sur la base des PESOD (plan d'aménagement du district) accompagné d'une planification financière et un planning d'exécution.

Ce premier programme qui constituait la feuille de route du projet a été invalidé dès les premières visites de terrain. Aucun des projets proposés n'offre des conditions de durabilités. Les solutions proposées ne répondent pas aux besoins ou sont mal évaluées faute de données fiables.

La principale raison de cette situation réside dans les habitudes des districts. Les SDPI dans leur grande majorité proposent comme réponse à la demande en eau des populations, des solutions forage/pompe manuelle plutôt que des solutions globales, plus ambitieuses, plus coûteuses également, mais sous certaines conditions, « durables ».

La question de la viabilité du projet et de son futur (abandon ?) a été posée par la mission de Backstopping en novembre 2014.

Les visites de terrain qui se sont accumulées à la fin de l'année 2014 ont permis d'identifier des projets pouvant toucher plusieurs milliers de personnes. Néanmoins, aucun de ses projets pris séparément n'est économiquement viable. Dans les districts de Mabalane et de Guija il y existe un contexte favorable à condition de faire évoluer les pratiques de gestion, par exemple d'étendre les contrats de gestion Public/Privé des infrastructures du siège du district au secteur rural : 1 operateur compétent sur tout le district.

Cette approche a été validée au dernier Comité de Pilotage du projet en décembre 2014. Dans ces conditions, les actions du projet contribueront à l'atteinte de l'Outcome.

2.2.3 Impact potentiel

Il est un peu tôt pour évaluer ce que pourrait être l'impact de cette approche. L'idée sous-jacente est de mettre la solution « forage/pompe manuelle » comme l'ultime solution quand aucune autre approche n'est possible.

Autre point fort, faire la démonstration que la contrainte principale à la mise en œuvre de solutions techniques adaptées réside dans l'absence de capacité locale de gestion au niveau des districts par exemple.

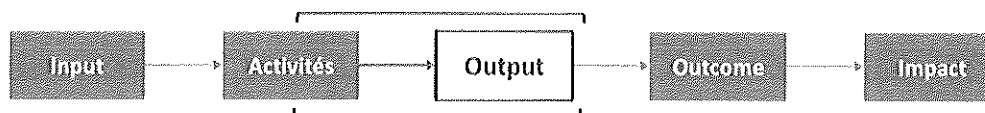
En regroupant le milieu rural et les petites villes (siège de district) dans un package commun pour la gestion des infrastructures, l'offre devient plus attractive pour espérer attirer des mini-entreprises de gestion.

Les technologies liées à la production d'eau potable ont considérablement évoluées ces dernières années et les coûts beaucoup baissés.

Tous les cas de figure rencontrés sur le terrain ont leur solution technique propre mais aucune n'est durable car les conditions pour une bonne gestion ne sont pas réunies.

Cette approche, si elle peut être mise en place à Mabalane ou Guija, devrait permettre de démontrer que sous réserve de modalités de gestion adaptées, même la pompe manuelle peut devenir une solution durable à condition de faire partie d'un package d'infrastructures.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Indicateurs du DTF

Voir commentaires du point 2.2

Output 1 : L'accès à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement est augmenté d'une manière durable					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
% de la population rurale ayant accès à un meilleur approvisionnement en eau potable à 1,5 km	Pas de BL	Démarrage oct-13	Pas définie	Pas définie	Pas définie (mesure du % de progression)
% de femmes chef de familles avec un accès à un approvisionnement en eau potable à 1,5 km					
Nombre de réhabilitation et de nouveaux points d'eau construits					
Nombre d'écoles et d'établissements de santé avec l'eau améliorée et installations d'assainissement					

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 : Réhabilitation des infrastructures défectueuses d'alimentation en eau potable		x		
2 : Optimisation des installations existantes				x
3 : Construction de nouveaux systèmes d'alimentation en eau potable		x		
4 : Mise en œuvre de systèmes alternatifs d'alimentation en eau potable		x		
5 : Construction de sanitaires dans les écoles		x		

1: Réhabilitation des infrastructures défectueuses d'alimentation en eau potable

- Vérification sur le terrain OK
- Termes de références en cours
- Prévisions de travaux 2^{ème} semestre 2015 (à grouper avec d'autres activités)

⁵ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2 : Optimisation des installations existantes

- Contrat MOZ063 : réalisation de 20 tests sur des forages. RESILIE à la demande de l'entreprise

Cette activité consiste à remplacer des pompes manuelles par des pompes électriques souvent alimentées par des systèmes solaires. La condition préalable pour que cette transformation soit possible est de confirmer la ressource en eau par des essais de pompage.

La demande par l'entreprise de résiliation de son contrat a eu des répercussions importantes sur le planning d'exécution. Petit contrat (<50.000€) mais grande conséquences. Les résultats des essais étaient attendus au plus tard fin janvier 2015 afin de permettre à l'équipe du projet de préparer, durant la saison des pluies, les appels d'offres de travaux (entre 10 et 15 systèmes estimés). La résiliation du contrat d'essais de pompage aura un impact d'au moins 6 mois sur le planning des travaux.

3 : Construction de nouveaux systèmes d'alimentation en eau potable

Dans le DTF, la notion de nouveaux systèmes est associée à la réalisation de forages productifs. Le projet a donc programmé en 2015 la réalisation de 9 forages profonds avec l'espoir de pouvoir réaliser des mini-systèmes d'alimentation d'eau potable.

Ce sous résultat qui représente 26% du budget des infrastructures va prendre une nouvelle tournure suite aux visites de terrain qui devaient valider les PESOD. Dans les districts de Mabalane et de Guija, 2 projets de taille importantes ont été identifiés et validés par les districts. Ces projets vont nécessiter des études hydrauliques et socioéconomiques sérieuses. Les études pour la préparation des dossiers d'appels d'offres sont prévues au 1^{er} semestre 2015. L'objectif est de signer les contrats de travaux fin 2015 (18 mois de travaux minimum).

4 : Mise en œuvre de systèmes alternatifs d'alimentation en eau potable

Les systèmes alternatifs concerneront l'innovation dans le transport de l'eau. Transport de l'eau par des bidons roulants (<http://www.qdrum.co.za/image-galler>) et transport de l'eau par des camions privés équipés de bâches souples fournies par le projet pouvant alimenter des petits réservoirs construits là où il n'y a pas de ressources en eau et peu de population <500 habitants.

Cette activité est associée à la réalisation des premiers systèmes prévus dans le projet. Elle pourra débuter dans le courant de l'année 2015.

5 : Construction de sanitaires dans les écoles

C'est la seule activité physique qui a débuté en 2014 avec une première phase de 6 écoles mais un travail en amont assez conséquent. Il a fallu en effet revoir complètement les modèles de sanitaires réalisés au Mozambique et notamment améliorer les sanitaires féminins et faciliter l'accès aux handicapés.

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le retard lié au recrutement des ressources humaines par le partenaire est estimé à 6 mois. L'équipe est complète depuis le mois de mai-14.

L'atteinte des résultats techniques est bien évidemment subordonnée à des projets et donc à des besoins exprimés de manière explicite par les districts. Les premières études visant à vérifier la faisabilité des projets ont montré la faiblesse des SDPI dans l'élaboration des plans d'actions annuels (PESOD).

Après 6 mois d'activités des techniciens recrutés par les SDPI et financés par le projet, le bilan est plutôt médiocre. Les évaluations techniques du personnel montrent de grandes lacunes techniques et peu d'expérience.

Cette situation a contraint l'équipe du projet à revoir complètement sa stratégie d'intervention. Il faudra plus d'études et sans doute confiées ses études à des consultants sans trop compter sur la contribution des 6 techniciens.

Les besoins sont énormes et toutes les actions prévues au DTF restent d'actualités. La question qui se pose est la maîtrise des délais d'exécution du projet.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Voir commentaires du point 2.2

Output 2 : L'accès aux installations complémentaires d'eau productive est disponible de façon durable					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Eau productive (en m3) disponibles sur une base annuelle	Pas de BL	Démarrage oct-13	Pas définie	Pas définie	Pas définie (mesure du % de progression)
% de ménages agricoles qui bénéficient d'un accès garanti aux ressources en eau de surface à 5 km					

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 : Travaux et équipements de nouvelles infrastructures d'irrigation		x		

1 : Travaux et équipements de nouvelles infrastructures d'irrigation

En décembre 2014, identification de 9 associations encadrées par la FAO qui pourraient bénéficier d'équipements : motopompe, réservoir, tuyaux souples.

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les TdR pour la fourniture d'équipements hydrauliques et la construction de réservoirs sont prêts. Une étroite collaboration avec le projet de sécurité alimentaire soutenu par la Belgique FNS-Gaza est nécessaire pour conclure positivement. Cette action est estimée à 80.000€, bien loin du budget alloué de 1.320.000€.

L'articulation entre les 2 projets reste difficile. Le Comité de Pilotage de décembre 2014 a proposé de réallouer une partie de ce budget à l'eau potable (environ 1M€).

⁶ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Voir commentaires du point 2.2

Output 3 : Les délégations au niveau de la province, du district et au niveau local assument leur rôle et responsabilités dans la planification et la gestion des projets d'approvisionnement en eau et en assainissement					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Nombre de plans RWSS approuvés par les gouvernements de district	Pas de BL	Démarrage oct-13	Pas définie	Pas définie	Pas définie (mesure du % de progression)
Acteurs au niveau central et déconcentré sont satisfaits de l'information disponible sur les systèmes hydrauliques et de leur exploitation					
% de marchés publics de travaux suivi et réalisé dans les délais					
Les modalités de fonctionnement du PRONASAR sont connues et appliquées entre les acteurs aux niveaux déconcentrés					
Nombre de jours de formation pour le personnel technique des services déconcentrés de l'eau					

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁷	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 : Renforcement des RH			x	
2 : Faciliter et planifier la gestion de l'information		x		
3 : Etudes, conception et supervision des infrastructures d'eau et d'assainissement		x		
4 : Appui organisationnel			x	
5 : Soutenir la coordination et la capitalisation des initiatives		x		
5 : Spécialiste de l'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural		x		

⁷ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Les 6 techniciens recrutés par les districts et financés par le projet ont pris leur fonction dans leur SDPI respectif en mai 2014 ; c'est-à-dire 7 mois après le démarrage du projet.

L'ingénieur CTB spécialiste de l'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural a pris son poste en mars 2014 ; soit 6 mois après le démarrage du projet.

Les 7 voitures (1 par district, 1 DAS de Gaza) ont été livrés en aout 2014 alors qu'elles étaient arrivées au port de Maputo en février 2014.

Un bureau d'étude a été sollicité pour concevoir et dessiner les plans types des sanitaires à construire dans les écoles. Trois types de sanitaires de tailles différentes sont disponibles. Ce même bureau a été sélectionné pour le suivi des travaux.

Les directeurs des SDPI ont participé a 2 workshop organisé par la CTB pour détailler les modalités d'exécution du projet et pour élaborer le PESOD 2014 dans lequel le projet est allé puiser les projets pouvant correspondre au DTF.

Les techniciens sont réunis régulièrement pour des formations (usage des GPS) et pour discuter des projets planifiés et de leur contribution au projet.

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Voir commentaires du point 2.2

Output 4 : Les usagers de l'eau et les prestataires de services gèrent l'eau et l'assainissement de façon durable, efficace et équitable.					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
% de WSC avec des femmes à des postes clés	Pas de BL		Démarrage oct-13	Pas définie	Pas définie (mesure du % de progression)
% de femmes membres de WSC					
% de WSC qui appliquent des mécanismes de gestion efficaces					
% des points d'eau avec une stratégie d'entretien établie					
Nombre de jours de formation technique pour les comités d'eau et artisans locaux					

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ^a	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 : programme d'éducation communautaire		x		

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Les actions d'animation sociale ont débuté en novembre 2014 dans le district de Guija. Durée du contrat 12 mois.

Tous les districts seront concernés au moment le plus opportun par des actions d'animation sociale.

^a A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.7 Thèmes transversaux

2.7.1 Genre

A la demande du partenaire, le projet va lancer une consultation pour la réalisation d'un livre (guide/manuel) sur les aspects liés au genre dans le secteur de l'eau. Les termes de références seront rédigés par la DNA. La cellule genre de la CTB au siège pourra être associée au moins à la relecture des TdR.

L'étude couvre la totalité du territoire, soit 11 provinces (excepté la ville de Maputo considérée comme une province). Dans chaque province, un échantillon de 3 districts sera proposé pour l'étude.

A l'issue de l'étude, l'objectif est d'éditer le livre pour une diffusion aussi large que possible.

Ce projet bénéficiera bien sûr à la province de Gaza avec un impact national.

2.7.2 Environnement

2.7.3 Autre

2.8 Gestion des risques

Identification of risk or issue			Analysis of risk or issue			Deal with risk or issue			Follow up of risk or issue		
Risk description	Period of identification	Category	Likelihood	Potential impact	Total	Actions(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
The required infrastructure is prohibitively expensive & economically unsustainable	TFF	OPS	High	High	Very High Risk	new bore holes identified by district plans have to be approved at national level develop alternative approaches to provide water for scattered population groups <i>Insert a line here</i>	DNA/DAS and District PMT	From Q2-2014 2017	This work will begin in late April-14, after the recruitment of 6 technicians by district services Exchange of experiences between ATI e / DNA / DAS-Gaza to test possible solutions inovantes	In progress	
Inadequate number of skilled and properly equipped drilling operators distorting the market and reducing the effectiveness of the tender process	TFF	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	more coordinated approach through the common fund mechanisms <i>Insert a line here</i>	PMT	2017	The list of projects developed from PESOD (last July 2014) provides only 5 deep boreholes. There are South African society working in Mozambique	In progress	
Vulnerable families are difficult to reach as they are too scattered and too poor to contribute	TFF	DEV	High	High	Very High Risk	develop alternative approaches to provide water for scattered population groups stimulate that women and vulnerable participate in Water and Sanitation Committees activities expected through the FBSA programme	PMT PMT PMT	 mai-05	Exchange of experiences between ATI e / DNA / DAS-Gaza to test possible solutions inovantes Activités included in the Social Action Plan (PEC), which begins in November-14 Despite our participation in meetings organized by SETSAN, realization of joint actions seem difficult	In progress	
New boreholes provide inadequate water quantities and quality	TFF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	stipulate in the contracts that the contractors are in charge of conducting and interpretation of the preliminary surveys. Hence the contractor should take the risk of dry boreholes (stipulated in the contract). This practice is already applied in the context of PRONASAR <i>Insert a line here</i>	PMT	mai-05	Possibility of drilling planned in 2015	In progress	

Identification of risk or issue			Analysis of risk or issue			Deal with risk or issue			Follow-up of risk or issue		
Risk description	Period of identification	Category	Likelihood	Potential impact	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
A pro-poor water price policy is difficult to implement, manage and enforce with the result that new and/or improved infrastructure will mainly benefit the better of (cattle owners);	TFF	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	intervention will support survey and development of alternatives to be submitted to DNA contribution can also be in kind or in labour Operational Water and Sanitation Committee is a precondition before the start	PMT				
Weak technical and financial provincial management capacity at and district level	TFF	FIN	High	High	Very High Risk	capacity building activities planned	PMT	sept-14	Operating funds are transferred to each district on specific account. The project will meet monthly accounting districts to verify expenditure Financial management agreement signed between BTC and districts	In progress	
The recruitment procedure extra staff by districts takes between 6 to 8 months	PMT	OPS	High	High	Very High Risk	<i>Insert a line here</i> recruitment of extra staff Enjoy an ongoing procedure initiated by the Province of Gaza and suspended for lack of budget	DNA/DAS DNA/DAS and Province		6 technicians recruited by DAS; funded by the project; They work from the 01/05/2014 in each district project began in April 2014 in each district	Terminated	
Financial respected procedures are not respected	TFF	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	<i>Insert a line here</i> DNA in charge as authorising officer rather than weaker provincial within Pronasar programme, system of control of provincial and districts by DNA, to be extended in the Belgian support programme	DNA/CTB DNA/CTB		1/ On the operational level, PRONASAR rules are applied 2/ Purchases follow the Belgian rules (this modality is called into question by the partner who points out that if he has to pay taxes, tenders must go through the Administrative Tribunal)	In progress	

Identification of risk or issue		Analysis of risk or issue			Deal with risk or issue			Follow-up of risk or issue		
Risk description	Period of identification	Category	Likelihood	Potential impact	Total	Actions(s)	Res. p.	Deadline	Progress	Status
Coordination mechanisms of Pronasar, the Belgian contribution and the FBSA are time consuming and/or counterproductive	TFF	OPS	Low	Low	Low Risk	The management and coordination mechanisms of the bilateral cooperation intervention clearly defined in line with mechanisms of the NRWSSP and district and provincial development plans Decisions will be timely informed at FBSA coordination <i>Insert a line here</i>	DNA/CTB DNA/CTB		Despite our participation in meetings organized by SETSAN, realization of joint actions seem difficult	
Weak institutional capacity at Medium provincial and district level	TFF	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Reinforcement of staff at both levels <i>Insert a line here</i> Training possibilities <i>Insert a line here</i>	DNA/DAS PMT		An engineer recruited by the CTB was assigned to DAS-Gaza	in progress
Weak Water and Sanitation Committee	TFF	OPS	High	High	Very High Risk	Preliminary training planned <i>Insert a line here</i> Follow-up of the committees <i>Insert a line here</i>		nov-14	PEC in districto GUIJA (tender CTB). Other districts are with PRONASAR who has difficulty with its consultants	New
Committees are unable to manage & sustain the infrastructure	TFF	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	the programme will align with the Pronasar programme which has a programme of spare parts for standard pumps training of WSC small government Budget available for major breakdowns <i>Insert a line here</i>	DNA PMT DNA/CTB DNA			
No means available to replace the more sophisticated mechanisms (e.g. solar panels, ...)	TFF	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	potential synergy with other bilateral intervention for renewable energy <i>Insert a line here</i>	DNA			
The support to the region results in more people settling in the area, diminishing the chances of the actual population to develop	TFF	OPS	Low	Low	Low Risk	employment opportunities elsewhere are on the short term more rewarding <i>Insert a line here</i>				

Identification of risk or issue		Analysis of risk or issue			Deal with risk or issue		Follow-up of risk or issue			
Risk description	Period of identification	Category	Likelihood	Potential impact	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Weak capacity at district level	TFF	OPS	Low	Low	Low Risk	staff provided at district level is conform the guidelines of Pronasar. Therefore these staff will be contracted by DAS, upon a approval of DNA and BTC. <i>Insert a line here</i>	DNA/CTB	April-14	6 technicians recruited by DAS, funded by the project; began in April 2014 in each district project	Terminated
The specific agreement provides that the Mozambican state will pay tax. The terms can modify the application of Belgian legislation for public procurement	PMT	FIN	High	High	Very High Risk	Consultation with the partner and involvement from the beginning of the DGD Organizing a steering committee in early December-13 DNA must insert the project in the state budget. DNA request to the Ministry of Finance "special regime" for the project to justify the payment of the IVA by DNA <i>Insert a line here</i>	DNA	March-14	Status quo. No progress the Steering Committee of 4 December 2013 confirmed the ambiguity between TFF and the specific agreement The project is budgeted in in the state budget since the end of June 2014 The Ministry of Finance has granted the "Special Regime" August 21, 2014	In progress
The activités PEC funded by PRONASAR in 5 districts of Gaza Province are off this means that the infrastructure project could not be accompanied by Social Action	PMT	OPS	High	Medium	High Risk	If the situation is not solved since Dec-14, the next steering committee must authorize the project to finance social initiatives to support the work of the project without duplicating the activities covered by the PEC current <i>Insert a line here</i>	Steering Committee	déc-14		New
The management of the fleet of cars 4x4 given to districts escapes the control of the project team	PMT	OPS	High	High	Very High Risk	<i>Insert a line here</i> Cars purchased by BTC are given to partner with an agreement Followed by CarTrack cars and logbooks <i>Insert a line here</i>	CTB/DNA/Districts	Auguts-14	The vehicles were delivered and the Agreements signed Logbooks are not met. After 1 month, 4 vehicles have been accident, incident or stolen accessories	New

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Après une année sur le terrain force est de constater que l'équation à résoudre est complexe et incertaine :

- La zone du projet est caractérisée par une très faible population, des ressources en eau rares et profondes et de l'eau salée
- Le projet doit réaliser des projets durables

L'accent va être mis sur les zones de concentration de l'habitat au détriment des petits projets voir très petits projets nécessitant des investissements importants et n'offrants aucune garantie quand leur prise en charge par les bénéficiaires.

Ce choix stratégique offre l'avantage de pouvoir travailler avec les districts sur l'organisation et les modalités de gestion adaptées au contexte et aux technologies choisies. La contrepartie c'est que tous les districts ne bénéficieront pas de la même manière de l'appui du projet belge (décision validée par le Comité de Pilotage de décembre 2014).

Dans l'hypothèse des réseaux d'eau pour des petits centres, le projet étudiera avec PRONASAR le niveau de la desserte (groupée avec des bornes fontaines, branchements individuels). L'objectif est de rendre attractif la gestion des nouveaux réseaux pour le secteur privé.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Le projet envisage de transférer 1M€ de la rubrique « eau productive » vers l'eau potable pour faire face éventuellement aux coûts élevés des infrastructures et rééquilibrer la répartition entre les districts (proposition actée au Comité de Pilotage de décembre 2014).	<i>DNA / CTB</i>	<i>Prochain CoPil en juin 2015</i>

3.3 Enseignements tirés

Les ressources humaines du projet sont qualitativement insuffisantes.

Les ressources humaines du partenaire au niveau local (province et district) sont insuffisantes.

Les données techniques (base de données SINAS) ne sont pas disponibles pour la province de Gaza.

Les entreprises du secteur intéressées par des activités dans le nord de la province de Gaza sont des petites et moyennes entreprises. La plupart d'entre elles sont très fragiles financièrement et ne sont pas dotées de moyens suffisants pour travailler dans plusieurs districts à la fois.

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
...	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
x	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
x	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
				C	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
x	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			

	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
x	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux Outcomes planifiés.
x	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'Outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A		B	C	D
			X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'Outcome soit réalisé ?					
	A	La réalisation totale de l'Outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
x	B	L'Outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
	C	L'Outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'Outcome.			
	D	L'intervention n'atteindra pas son Outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'Outcome ?					
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'Outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
x	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'Outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à			

		l'intervention la réalisation de son Outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'Outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		

4.1 Durabilité financière/économique ?

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
x	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
x	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?

	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas à un objectif explicite).
--	----------	--

x	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Decision à prendre				Action			Suivi		
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Paiement de l'IVA (taxes) par le partenaire	Déc-13		CG1	DNA	La DNA demande au Ministère des finances via son Ministère de tutelle l'application du « Régime Spécial » pour pouvoir introduire les demandes de remboursement de l'IVA	DNA	Mars-14		OK
Remise des 7 véhicules aux districts	Mai-14	15/05/14	CG2	DNA	La DNA procède au dédouanement des véhicules (frais avancés par le projet – A rembourser par la DNA	DNA	Mai-14	Véhicule remise en aout-14 (arrivée à Maputo en févr-14)	OK
Communication sur le projet	Mai-14		CG2	PMT	Réalisation d'un flyer (voir identité visuelle de la CTB)	PMT		Tirage à 500 exemplaires	OK
Gestion des RH recrutés au niveau des districts	Déc-14		PMT	DNA/CTB	Les 6 techniciens recrutés par les districts et financés par la CTB passent sous le contrôle opérationnel du projet	DNA/SDPI	immédiat	Réunion de communication à organiser avec les SDPI	En cours
Gestion du fonds belge au niveau des districts	Déc-13		PMT	PMT	Les SDPI doivent rembourser au projet les montants rejetés par la CTB	SDPI	6 mois	aucun	En cours

Répartition de la contribution du fonds belge entre les districts	Déc-13		PMT	DNA/CTB	Le don belge est réparti en fonction du nombre de projets offrants des garanties de durabilité	PMT	Continu	Continu	OK
Contribution du projet au « genre »	Déc-13		DNA	PMT	Rédaction d'un livre sur les aspects du Genre dans le secteur de l'eau	PMT	2015		En cours

4.3 Cadre logique mis à jour

Sans objet.

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2013	

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y–date, last 5 years)»

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of MOZ1102411

Project Title: WATER SUPPLY AND MANAGEMENT CONTRIBUTING TO FOOD SECURITY IN 7 DISTRICTS IN THE PROVINCE

Budget Version: C2

Currency: EUR

YTD: Report includes all valid transactions, registered up to today

Status	Fin Mode	Amount	Start to					Expenses	Total	Balance	%
			2011	2012	2013	2014	2015				
A INCREASE SUSTAINABLE ACCESS TO AND		8 000 000,00			50 339,29	542 526,99	78 888,05	663 754,32	7 419 745,68	8%	
01 Access to drinking water supply and		4 485 000,00			50 339,29	131 940,53	34 899,55	267 160,76	4 197 839,24	6%	
01 Rehabilitate defect drinking water supply	REGIE	690 000,00					2 497,02	0,00	2 497,02	0%	
02 Optimize existing drinking water facilities	REGIE	1 175 000,00					25,27	0,00	25,27	0%	
03 Construct and equipment new drinking	REGIE	1 200 000,00					1 397,50	0,00	1 397,50	0%	
04 Develop alternative systems to assure	REGIE	50 000,00					241,00	0,00	241,00	0%	
05 Construct demonstration sanitation	REGIE	450 000,00					4 457,01	32 261,91	26 658,92	6%	
06 International Technical Assistance	REGIE	900 000,00			50 339,29	173 412,72	12 679,04	236 431,05	663 568,95	26%	
02 Access to complementary productive		1 320 000,00					3 036,43	0,00	3 036,43	0%	
01 Construct and equipment new hydro-	REGIE	1 320 000,00					3 036,43	0,00	3 036,43	0%	
03 Agencies at provincial, district and local		1 636 000,00					354 330,63	27 542,58	331 923,51	23%	
01 Strengthen human resources development	REGIE	345 000,00					7 758,54	4 596,38	12 344,92	4%	
02 Facilitate planning and information	REGIE	240 000,00					11 706,46	0,00	11 706,46	5%	
03 Research, design and supervise water and	REGIE	90 000,00						0,00	90 000,00	0%	
04 Support organisational development	REGIE	753 000,00					313 059,45	20 932,53	333 991,78	42%	
05 Support coordination and capitalisation	REGIE	70 000,00					4 214,36	0,00	4 214,36	6%	
06 Expert institutional development RWSS	REGIE	96 000,00					17 861,72	2 024,27	19 885,99	20%	
04 Water users and services providers		667 500,00					3 169,53	13 464,12	16 633,65	2%	
01 Establish the community education	REGIE	667 500,00					3 169,53	13 464,12	16 633,65	2%	
X BUDGET RESERVE		213 500,00					0,00	0,00	213 500,00	0%	
01 Budget reserve		213 500,00					0,00	0,00	213 500,00	0%	
01 Direct management reserve	REGIE	213 500,00					0,00	0,00	213 500,00	0%	
Z GENERAL MEANS		698 000,00			57 211,28	93 920,65	4 484,83	138 282,72	599 717,28	20%	
01 Personnel costs		163 000,00			1 071,62	22 267,12	1 735,43	25 114,17	172 885,83	15%	
01 Administrative and financial officer	REGIE	103 000,00			1 071,62	20 185,00	1 434,71	22 751,33	65 248,67	21%	
02 Accountant	REGIE	54 000,00					0,00	0,00	54 000,00	0%	
03 Driver	REGIE	36 000,00					2 092,12	270,72	2 362,84	7%	
02 Investments		70 000,00			39 223,00	34 731,81	0,00	64 954,81	8 045,19	93%	
01 Vehicle FMT	REGIE	40 000,00			39 223,00	29 912,06	0,00	60 135,06	-20 135,06	150%	
02 Office and ICT equipment FMT	REGIE	25 000,00				4 819,75	0,00	4 819,75	20 180,25	19%	
03 Office Rehabilitation	REGIE	5 000,00					0,00	0,00	5 000,00	0%	
03 Operating costs		315 000,00			5 946,66	36 426,01	2 649,43	45 022,07	269 977,93	14%	
01 Operating costs of project office FMT	REGIE	162 000,00			1 429,71	14 560,72	1 564,87	17 554,60	144 045,20	11%	
02 Operation and Maintenance cost FMT	REGIE	45 000,00			1 122,51	7 433,91	65,53	8 622,40	36 327,60	19%	
03 Communications costs FMT	REGIE	43 000,00			43,62	2 201,36	584,53	2 754,96	45 245,04	6%	
04 Missions costs	REGIE	60 000,00			3 345,82	10 374,49	114,07	13 834,38	46 165,62	23%	
05 VAT Reimbursement	REGIE	0,00				1 605,53	0,00	1 605,53	-1 605,53	1%	
04 Audit , Monitoring and Evaluation,		115 000,00				475,72	0,00	475,72	114 524,28	0%	
01 Financial audit	REGIE	30 000,00					0,00	0,00	30 000,00	0%	
02 Mid term review & Final evaluation	REGIE	60 000,00					0,00	0,00	60 000,00	0%	
03 Backstopping BTC	REGIE	25 000,00					475,72	0,00	475,72	2%	
99 Conversion rate adjustment		0,00					-0,01	0,00	2 715,55	-2 715,55	1%
99 Conversion rate adjustment	REGIE	0,00					-0,01	0,00	2 715,55	-2 715,55	1%
	REGIE	9 000 000,00			87 550,57	636 447,64	80 292,83	607 037,04	8 192 962,96	9%	
	COGEST										
	TOTAL	9 000 000,00			87 550,57	636 447,64	80 292,83	607 037,04	8 192 962,96	9%	

Annual Planning vs Actuals (Year to Month) of MOZ1102411

Project Title : **WATER SUPPLY AND MANAGEMENT CONTRIBUTING TO FOOD SECURITY III 7 DISTRICTS III THE PROVINCES OF GAZA AND MAHICA**
 Planning Version: **2013Q4**
 End date last closing: **31/12/2013**
 Currency: **EUR**

	Status	Fin Mode	Forecast 2013 (version 2013Q4)	Actual Expenses YTM	Planning vs actuals	% Exec
Z GENERAL MEANS			51,50	0,59	50,92	1%
01 Personnel costs			2,00	0,53	1,47	27%
01 Administrative and financial officer		REGIE	2,00	0,53	1,47	27%
02 Accountant		REGIE	0,00	0,00	0,00	0%
03 Driver		REGIE	0,00	0,00	0,00	0%
02 Investments			45,00	0,00	45,00	0%
01 Vehicle FMT		REGIE	40,00	0,00	40,00	0%
02 Office and ICT equipment FMT		REGIE	5,00	0,00	5,00	0%
03 Office Rehabilitation		REGIE	0,00	0,00	0,00	0%
03 Operating costs			4,50	0,05	4,45	1%
01 Operating costs of project office FMT		REGIE	2,00	0,00	2,00	0%
02 Operation and Maintenance cost FMT vehicle		REGIE	1,50	0,00	1,50	0%
03 Communications costs FMT		REGIE	0,00	0,05	-0,05	0%
04 Missions costs		REGIE	1,00	0,00	1,00	0%
04 Audit , Monitoring and Evaluation, Follow-up			0,00	0,00	0,00	0%
01 Financial audit		REGIE	0,00	0,00	0,00	0%
02 Mid term review & Final evaluation		REGIE	0,00	0,00	0,00	0%
03 Backstopping BTC		REGIE	0,00	0,00	0,00	0%
		REGIE	113,50	50,92	62,58	45%
		COGEST				
		TOTAL	113,50	50,92	62,58	45%



4.6 Ressources en termes de communication

Sans objet.